

La théorie économique manque-t-elle de pluralisme ?

L'approche néoclassique sert-elle les plats au néolibéralisme ?

Des étudiants le dénoncent, deux chercheurs le relativisent.

Depuis quelques années, un vent de contestation souffle dans les facultés d'économie de nombreuses universités européennes. On y voit des étudiants se plaindre de ce qu'ils considèrent être une absence de pluralisme dans la discipline économique. » Tel est le constat posé Michel De Vroey et Luca Pensieroso, chercheurs de l'IRES qui, dans un article publié dans *Regards économiques*, la revue des économistes de l'UCL, se proposent de « réagir aux propos critiques souvent avancés contre l'approche néoclassique en replaçant le problème dans une perspective historique. »

Ces propos critiques se résument en deux idées-clés : la théorie économique serait dominée par un « mainstream » identifié à l'approche néoclassique, et manquerait donc de pluralisme méthodologique ; et cette approche néoclassique ne serait pas neutre, au sens où elle serait largement au service de la cause néolibérale, la critique portant donc dans ce cas sur un manque de pluralisme idéologique.

« Grosses louches »

Selon les auteurs, « la faiblesse de ces critiques est qu'elles procèdent « par grosses louches » alors qu'une approche nuancée est nécessaire. » Ils reconnaissent que « l'approche néoclassique est de loin la principale ligne de recherche en économie », mais soulignent qu'elle présente « une grande pluralité interne au-delà de son socle commun ». Autrement dit : « si la plupart de ces branches sont mathématiques, elles ne le sont pas toutes. Certaines sont purement théoriques, d'autres pragmatiques », précise Michel De Vroey.

« Un grand nombre, sinon la majorité, cela dépend des disciplines, mettent en avant des politiques interventionnistes » poursuit-il, citant aussi le fait que « des travaux expérimentaux, fort éloignés dans leurs principes méthodologiques de ceux de l'approche néoclassique, occupent

une place de choix dans les grandes revues économiques. »

La critique selon laquelle la théorie néoclassique est au service du néolibéralisme ne résiste pas davantage, à leurs yeux, à un examen critique. « Il ne faut pas concevoir le libéralisme comme une entité homogène mais, au contraire, raisonner en termes de degrés. Aux deux extrêmes du spectre, on trouve, d'une part, un degré total de libéralisme, et, d'autre part, le degré zéro de libéralisme », argumente Michel De Vroey. « Entre eux, deux niveaux intermédiaires : le premier (libéralisme « mitigé ») consiste à défendre l'économie de marché tout en admettant qu'elle contient des possibilités de défaillance, auxquelles l'action étatique peut porter remède ; le second consiste à défendre un système d'économie mixte, certaines activités devant être soustraites à la logique de marché, comme la santé ou l'éducation. Si on considère la littérature économique dans son ensemble, un grand nombre de travaux débouchent sur des recommandations relevant du « libéralisme mitigé ». »

Et l'enseignement de l'économie dans tout cela ? « Nous n'abordons pas cette préoccupation centrale des étudiants contestataires », souligne Michel De Vroey qui estime qu'il serait aussi très intéressant d'étudier « les raisons qui ont généré ces critiques de l'approche néoclassique : probablement vivons-nous dans une société où la méfiance est générale vis-à-vis de l'économie, où l'on est amené à se dire que les économistes n'arrivent pas à régler les problèmes. Les questions méthodologiques que nous avons abordées dans cet article constituent un préalable nécessaire pour les débats ultérieurs. » ■

BENOÎT JULY

(1) La question du pluralisme en économie. Une mise en perspective par Michel De Vroey et Luca Pensieroso, *Regards Economiques*, Mars 2018, No. 137.
<http://www.regards-economiques.be/>

« Il manque une pluralité de points de vue »

Bruno Colmant donne cours d'économie financière dans de nombreuses universités. Cette omniprésence lui a déjà valu « d'être accusé de façonner la pensée unique en économie », reconnaît-il. Il s'en défend. Et plaide, à l'inverse, pour une approche plus ouverte dans l'enseignement des sciences économiques à l'université.

Vous enseignez l'économie financière dans plusieurs universités. Constatez-vous un manque de pluralisme dans les études de sciences économiques à même de formater l'esprit des étudiants ?

Tout à fait. Il y a un contexte général : l'enseignement de l'économie a toujours été très déductif, partant de quelques théories phares pour arriver à de l'appliquatif. Or, on vit maintenant dans une économie beaucoup plus inductive. Je pense donc qu'un jour la statistique va remplacer l'économie. La science économique va disparaître. En réalité, la théorie économique est un vague essai statistique plus ou moins politique, économique, de comprendre les phénomènes. Mais on dispose désormais de moyens statistiques instantanés. Google est à mon avis le meilleur économiste du monde. Les algorithmes vont balayer la théorie économique.

Pour revenir au formatage que vous constatez. Comment l'expliquer ?

Dans les années 80, le modèle de l'économie de marché s'est imposé. Son contre-modèle, le communisme, a disparu. Et on n'a plus appris à débattre de manière contradictoire. Les professeurs en poste aujourd'hui ont été formés dans ce contexte dominé par le courant de l'école quantitative de Chicago, avec lequel l'économie est devenue mathématique. C'est cette théorie de Milton Friedman qui a été en grande partie utilisée par les autorités monétaires depuis la crise de 2010, partant de l'idée qu'il fallait augmenter la masse monétaire pour retrouver de l'inflation. Le cadre keynésien, dont on se rend aujourd'hui compte qu'il avait beaucoup de vertus, a lui été oublié. La crise a montré ces dix dernières années qu'il y avait peut-être d'autres modèles et qu'il fallait réfléchir un peu. Ce qui manque à l'université, ce n'est pas tant une pluralité de théories, mais une pluralité de points de vue de politiques économiques. On pourrait très bien enseigner Piketty ou Hayek comme on enseigne Keynes et Friedman,

au titre d'acteurs du débat économique. Il manque un florilège de grandes pensées dans l'enseignement de l'économie.

De science pure et dure, cela fait passer l'économie dans le champ des sciences humaines, « molles ».

Exactement. Ce n'est pas une science pure. Et c'est une science qui va disparaître par la force des choses. Des gens ont voulu en faire une science pure confinée à quelques grands auteurs (Marx, Ricardo, Smith, Keynes et Friedman). Alors qu'en réalité, l'économie, c'est d'abord une question d'économie politique ou de politique économique et que cela demande un débat d'idées pluraliste qui, à mon avis, n'est pas suffisamment représenté à l'université.

D'autres courants, par exemple les « économistes atterrés », ont pris place dans le débat. Sont-ils représentés au sein des universités ?

Peu. Personnellement, quand je donne cours, je suis très très attentif à toujours signaler quand je donne mon avis personnel. Et je me force aussi à lire d'autres courants, par exemple les économistes atterrés, pour éviter de renforcer un courant que j'ai moi-même appris quand j'étais à l'université. C'est indispensable. Car à quoi sert l'université ? À apprendre l'humanisme, c'est-à-dire la capacité d'apprendre à apprendre. Ce qui suppose idéalement une pluralité d'opinions.

Quelles sont les conséquences de ce manque de pluralité ?

Un auto-renforcement des convictions originelles. C'est comme sur Facebook. On reçoit des informations qui confortent notre propre point de vue. Cela crée des biais cognitifs. C'était très fréquent pendant la crise des dettes souveraines : tout le monde politique s'est aligné sur l'école de la rigueur monétariste allemande et les adeptes de Keynes ont été peu entendus.

Les théories de la décroissance sont-elles enseignées à l'université ?

Personnellement, j'ai un blocage intellectuel avec ces théories. Mais cela a sa place à l'université. Donc si je devais enseigner cela, je demanderais à quelqu'un d'intervenir dans mon cours. ■

Propos recueillis par
CORENTIN DI PRIMA

Bruno Colmant

Bruno Colmant a 56 ans. Ingénieur commercial, docteur en économie (Solvay) et maître en sciences fiscales (Icheq), Bruno Colmant a un CV bien rempli. Il fut administrateur délégué d'ING Belgique (1996-2006), chef de cabinet du ministre des Finances, Didier Reyniers, et président de la Bourse de Bruxelles, entre autres. Depuis octobre 2015, il est responsable de la recherche économique de la Banque Degroof Petercam. Il possède également une large expérience de l'enseignement académique, puisqu'il enseigne l'économie financière à l'ULB, l'UCL, Saint-Louis, la Vlerick School et l'Icheq.

« Il faut introduire d'autres notions »

Pour l'économiste Paul De Grauwe, il n'existe pas de véritable alternative au paradigme néo-classique. Cela dit, il concède qu'il conviendrait d'y intégrer d'autres dimensions.

Existe-t-il une pensée dominante au sein des facultés de sciences économiques et des écoles de commerce ?

Je crois qu'en effet, il y a une théorie dominante qui a été développée, qui est enseignée un peu partout dans le monde, de la Belgique à la Chine. Il y a bien sûr des critiques, mais les alternatives, dans le sens d'un autre paradigme comparable au paradigme néo-classique, n'existent pas.

La théorie marxiste, par exemple, qui fut longtemps l'alternative au libéralisme, est-elle encore étudiée ?

Il y a peut-être certaines facultés où un cours d'économie marxiste existe, mais à Leuven ou à la London School of Economics, qui sont les deux universités que je connais le mieux, on n'enseigne plus cela. C'est fini, dans un certain sens : ça a été une théorie intéressante au XIX^e siècle, qui répondait à une critique du capitalisme à ce moment-là, mais aujourd'hui, je ne crois pas qu'on tient encore ça au sérieux... Ce n'est en tout cas pas vraiment une alternative au paradigme qui existe aujourd'hui.

Est-ce que ces théories anciennes ou alternatives sont au moins évoquées dans des cours d'histoire des idées, ou est-ce qu'un diplômé en sciences éco peut ne jamais avoir entendu parler de Marx, par exemple ?

Il faut bien avouer, et je trouve ça dommage, qu'on enseigne de moins en moins l'histoire des idées économiques. Je me rappelle que j'avais un tel cours lorsque j'étais étudiant, mais on a eu tendance, un peu partout, à les diminuer, voire carrément à les supprimer dans certaines facultés. Et je trouve que c'est une erreur. Les étudiants ont besoin d'une perspective qui rend possible, sinon de sortir du paradigme, du moins d'adopter une attitude critique à son égard.

Est-ce que les nouvelles formes de production, les nouveaux rapports sociaux – la décroissance, l'économie circulaire, ce genre de choses – ont franchi les portes des facultés de sciences éco ?

Je crois qu'on essaye de l'intégrer, mais il existe un décalage entre la recherche et le moment où le résultat de cette recherche pénètre dans le curriculum de l'éducation. Ça prend un certain temps.

Moi-même, j'ai contribué récemment à un cours d'Introduction à l'Économie, à Leuven, et on a essayé d'y introduire d'autres notions, de mettre plus l'accent sur l'inégalité, par exemple – car le capitalisme produit pas mal d'inégalités. Une autre critique, tout à fait valable, c'est l'idée que l'agent économique serait toujours rationnel, maximisant son utilité individuelle... Je crois qu'il est important de rappeler aux étudiants que l'économie est une science sociale. Il importe donc qu'ils aient des notions de psychologie, de sociologie, qui analysent comment les gens sont influencés et s'influencent les uns, les autres – alors que le paradigme économique classique repose sur l'idée d'un individu atomisé.

Est-ce qu'on est plus sensible à ce genre de considérations dans d'autres pays – à la London School of Economics, par exemple ?

À Londres, plusieurs universités collaborent pour essayer de reformer le curriculum. On reste dans le paradigme mais on y ajoute d'autres dimensions, comme l'inégalité, dont j'ai parlé. Ou alors, quand on analyse le commerce international, on mettra plus l'accent sur le fait qu'il y a des perdants dans la globalisation. Il faut intégrer ce paramètre dans l'analyse, car il influe sur la politique : il peut expliquer un phénomène comme le populisme, par exemple. Il faut intégrer tout cela dans l'analyse – et le travail doit encore en grande partie se faire – mais dans le contexte existant. Parce que la révolution, ça, je n'y crois pas. ■

**Propos recueillis par
WILLIAM BOURTON**

Paul De Grauwe

Paul De Grauwe est né en 1946 et docteur en économie (Johns Hopkins University). Il est professeur à la London School of Economics (où il occupe la John Paulson Chair en économie politique européenne, au sein de l'European Institute) et professeur émérite à la Katholieke Universiteit Leuven.